



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.20
20 septembre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Reprise de la session de 1999
17-28 janvier 2000

EXAMEN DES RAPPORTS QUADRIENNAUX PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES DOTEES DU STATUT CONSULTATIF GENERAL
OU SPECIAL AUPRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapports quadriennaux, 1994-1997 ou 1995-1998, présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996

Note du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	Page
1. Association africaine d'éducation pour le développement	2
2. Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains	4
3. Union dominicaine de journalistes pour la paix	7
4. Fondation Sommet mondial des femmes	10
5. Institut mondial du charbon	14
6. Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines	18

1. ASSOCIATION AFRICAINE D'EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT

De 1995 à nos jours, l'Association africaine d'éducation pour le développement (ASAFED) a poursuivi ses activités en les diversifiant. Les activités se sont déroulées au Togo, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Burkina Faso, au Cameroun et au Gabon dans les secteurs suivants : culture et communication; population, éducation, formation, jeunesse, femmes; économie et développement durable

Publication de la revue "Famille et développement"

Le No 69 de "Famille et développement" a paru en 1995. Toutefois, par suite de la suspension des subventions des partenaires internationaux, la publication de la revue connaît un arrêt provisoire. Elle reprendra dès que la situation financière s'améliorera.

Réalisations récentes

Population

L'ASAFED a participé en septembre 1994 au Caire à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

Le No 69 de "Famille et développement", publié avec l'aide financière du FNUAP-TOGO, a été consacré aux conclusions de la CIPD.

L'ASAFED est membre de l'Unité de la planification de la population (UPP) créée par le Togo au niveau du Ministère du plan pour le suivi de la CIPD.

L'ASAFED a participé en 1995, à Ouagadougou (Burkina Faso), au séminaire international organisé par l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID) sur la planification de la population.

Jeunesse, éducation

L'ASAFED est membre du Bureau de coordination du Centre des Jeunes créé par l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF).

L'ASAFED collabore étroitement avec la Fédération des associations des parents d'élèves du Togo, membre de la Fédération africaine des associations des parents d'élèves et étudiants, dont le siège est à Brazzaville.

Santé : Association togolaise pour le contrôle de la drépanocytose

Suite à la publication du No 57 de "Famille et développement" sur la drépanocytose en mai 1991, avec l'aide financière du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada, suite à l'organisation d'un séminaire sur la drépanocytose en 1994, il fut créé en décembre 1994 une Association togolaise pour le contrôle de la drépanocytose.

L'Association togolaise pour le contrôle de la drépanocytose a participé en 1995 à Accra (Ghana) au symposium international sur la drépanocytose.

En 1996, l'Association togolaise pour le contrôle de la drépanocytose a été membre fondateur de la Fédération des associations de lutte contre la drépanocytose en Afrique (FALDA), regroupant le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Ghana, le Nigéria, le Congo Brazzaville, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo. La FALDA a eu des rencontres et des activités sur le plan international à Lomé, Cotonou, Accra, Ouagadougou, Niamey, Lagos.

Femme

Suite à la publication du No 59 de "Famille et développement" (décembre 1991) sur les mutilations génitales des femmes, avec la contribution financière du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants en Afrique (CI-AF), l'ASAFED a renforcé sa collaboration avec le CI-AF, son bureau de liaison à Genève et son comité national au Togo.

Comme organisation non gouvernementale associée, l'ASAFED a participé aux rencontres internationales du CI-AF à Addis Abeba (1995), Ouagadougou (1996) et Dakar (1997).

Dans le cadre de la lutte contre les mutilations génitales des femmes, l'ASAFED collabore avec : Egalité maintenant (226 West 58th Street, New York, NY 10019) et le Réseau international pour les femmes (WIN NEWS) (187 Grant Street, Lexington, MA 02173).

Projets de développement durable sur le terrain

L'installation de pépinières et le reboisement ont été réalisés dans la région de Dzogbepime au Togo, avec le soutien financier de Friends of Togo (P.O. Box 9436, Washington, DC 20016).

Un projet d'installation d'un atelier de fabrication de tuiles en vibromortier a été commencé au Togo en collaboration avec Bénin Concept (Cotonou), avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Association internationale pour le partenariat ONG-entreprise (Mme J. Fourastié, 19 rue Monsieur, 75007, Paris) et l'Institut suisse de technologie appropriée (SKAT) (M. Danier Schwitter, Vadianstr. 42-CH. 9000 St. Gallen, Suisse).

Comité de liaison des organisations non gouvernementales francophones

L'ASAFED - section du Togo et section du Bénin - a participé à la troisième Conférence générale des ONG francophones organisée à Cotonou en février 1999 par l'Agence intergouvernementale de la francophonie.

L'ASAFED a été élue parmi les cinq membres titulaires du Comité de liaison des ONG francophones.

Le Comité de liaison s'est réuni à Paris en mai 1999.

2. RESEAU REGIONAL DES AUTORITES LOCALES POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Objectifs

Le Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains (CITYNET) est un réseau de gouvernements locaux, autorités chargées du développement, institutions de recherche et de formation et organisations non gouvernementales, principalement d'Asie et du Pacifique. Il a pour but de créer des villes amies des populations en servant de centre de liaison pour la promotion de l'échange des connaissances spécialisées et de l'expérience entre tous les bénéficiaires urbains, particulièrement entre autorités et organisations non gouvernementales locales.

Principales activités

CITYNET atteint ses objectifs grâce à différentes activités, par exemple : séminaires et ateliers sur des questions urbaines; programmes de formation à court et moyen termes et voyages d'étude; services consultatifs techniques; recherches/études conjointes et projets pilotes dans des domaines urbains sélectionnés; création de banques de données sur la gestion des établissements humains; publications et bulletins sur la gouvernance urbaine; et diffusion de l'information sur les questions urbaines par l'intermédiaire de publications et autres méthodes de communication.

Composition géographique

Ayant débuté avec 12 membres en 1987, CITYNET est devenue une organisation internationale comptant 112 membres au 31 décembre 1998. Ses membres comprennent 63 villes et 49 organisations (y compris 36 organisations non gouvernementales) dans 19 pays : Australie, Bangladesh, Chine, Fidji, France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malaisie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam.

Relations avec les organismes des Nations Unies

CITYNET a été créé à la suite d'une décision prise par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) d'établir un réseau de gouvernements locaux afin d'obtenir une meilleure capacité de gestion et de connaissances spécialisées et de promouvoir la coopération régionale en vue d'établir des partenariats entre et parmi les gouvernements locaux et les secteurs non gouvernementaux aux niveaux local et des communautés. CITYNET entretient des relations consultatives et de coopération étroites avec des organismes des Nations Unies tels que la CESAP, et participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre de divers programmes des Nations Unies et de ses organismes - par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le cadre du Programme de gestion des services urbains pour l'Asie et le Pacifique et du Programme de gestion des services urbains pour l'Asie, avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé

/...

(OMS). Dans de nombreux cas, les organismes des Nations Unies ont chargé CITYNET d'organiser des séminaires et des ateliers. En 1996, en reconnaissance de sa contribution et de sa compétence, CITYNET a reçu un financement direct du PNUD, y compris un financement pour des dépenses d'administration et de frais généraux, en vue d'organiser l'Atelier régional de formation à la gestion des eaux usées, qui s'est tenu du 23 au 26 juillet 1996 à Colombo (Sri Lanka). CITYNET continue de collaborer avec d'autres organisations internationales telles que la Banque asiatique de développement, l'Institut asiatique de technologie, le Forum des administrations locales du Commonwealth, l'International Urban Development Association, le Conseil international pour le Fonds d'initiative locale pour l'environnement urbain, l'Institute for Housing and Urban Development Studies, l'Agence japonaise de coopération internationale, les Local Government Development Studies, le Fonds de coopération économique d'outre-mer du Japon, la Fédération mondiale des villes jumelées et la Banque mondiale, ainsi qu'avec les bureaux des institutions des Nations Unies situés au Japon.

Activités entreprises conjointement avec les organismes des Nations Unies

1995

Atelier itinérant sur le renforcement des systèmes urbains d'information/CESAP (mars-décembre 1995).

Etude/Atelier pour la promotion d'un environnement habilitant pour les handicapés en Asie et dans le Pacifique, Yokohama (Japon)/CESAP Division du développement social (novembre 1995)

Atelier régional de politique générale sur les stratégies visant à accroître les revenus, Bandung (Indonésie)/Fonds de coopération de la CESAP/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie

Projet pilote sur les finances municipales, Islamabad (Pakistan)/CESAP (1995)

Projet pilote sur l'atténuation de la pauvreté, Ho-Chi Minh City (Viet Nam); Islamabad (Pakistan); Songkhla (Thaïlande)/CESAP/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie et le Pacifique (1995)

1996

Séminaire régional sur la promotion de villes écologiquement rationnelles et saines, Bangkok (Thaïlande)/CESAP/OMS (janvier 1996)

Participation à la Conférence Habitat/PNUD (mai-juin 1996)

CITYNET/Fonds d'initiative locale pour l'environnement urbain (LIFE), Atelier régional de formation à la gestion des eaux usées, Colombo (Sri Lanka)/LIFE du PNUD (juillet 1996)

Séminaire de politique générale sur les transports urbains et les transports en commun, New Delhi (India)/Centre des Nations Unies pour les

établissements humains/PNUD/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie et le Pacifique (octobre 1996)

Séminaire de politique générale sur une gestion urbaine participative efficace, Shanghai (Chine)/CESAP/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie (novembre 1996)

1997

Vingt-cinquième Cours international de formation à la planification régionale du développement, Nagoya (Japon) (avril-mai 1997)

Conférence internationale sur la gouvernance au service de la croissance durable et de l'équité : conférence mondiale des maires, New York (Etats-Unis d'Amérique)/PNUD (juillet 1997)

Atelier régional sur la formation entreprise au niveau local des fonctionnaires des gouvernements locaux à la participation communautaire, Surabaya (Indonésie)/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie et le Pacifique/PNUD/Centre des Nations Unies pour les établissements humains (septembre 1997)

Forum sur la coopération technique entre les villes des pays en développement : initiation à des pratiques urbaines durables, Yokohama (Japon)/Service de la CTPD du PNUD/Programme de gestion des services urbains pour l'Asie et le Pacifique (novembre 1997)

1998

Vingt-sixième Cours international de formation à la planification régionale du développement, Nagoya (Japon) (avril-mai 1998)

Livre de référence sur une planification et une gestion écologiques des villes tenant compte des spécificités, Centre des Nations Unies pour les établissements humains/PNUE (mai 1998)

Prix international pour les meilleures pratiques en matière d'amélioration du cadre de vie (Dubai 1998)/Centre des Nations Unies pour les établissements humains (mars-octobre 1998)

Publications

Par l'intermédiaire de ses publications et données électroniques, CITYNET a continuellement diffusé des informations sur les activités et les programmes des Nations Unies et de ses organismes. Entre 1995 et 1998, neuf rapports et compte rendus, appuyés par les organismes des Nations Unies, ont été publiés.

3. UNION DOMINICAINE DE JOURNALISTES POUR LA PAIX

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

L'Union dominicaine de journalistes pour la paix (Union Dominicana de Periodistas por la Paz) (UDPP) a été fondée en 1996 dans le cadre de l'Année internationale pour la culture de la paix décrétée par les Nations Unies. Elle a pour but de créer un monde sans armes et sans guerre et de coopérer avec les organisations nationales et internationales - gouvernementales ou non - à la recherche de la paix universelle. Elle s'efforce de promouvoir des idées pacifistes, aux niveaux national et international, dans le cadre d'un nouvel ordre de l'information qui, tout en répondant aux objectifs de la presse, édifierait les citoyens en leur fournissant des informations véridiques.

Activités en 1995

Depuis 1995, notre institution a dispensé pendant toute l'année des cours sur les droits de l'homme afin de collaborer avec les Nations Unies dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004). Le matériel pédagogique comprend des textes approuvés par les Nations Unies.

En 1995, 500 copies de la Déclaration des droits de l'homme ont été mimeographiées et distribuées à diverses écoles et clubs de la ville de Moca (République dominicaine).

Depuis 1995, l'Union reçoit du matériel d'information de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qu'elle distribue à des médecins de Moca (République dominicaine) en vue de contribuer à la vente de livres des Nations Unies.

Activités en 1996

Lors du quatrième Séminaire pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la communication en faveur de la paix, l'UDPP a soumis un document intitulé "The role of UNESCO in creating a peace culture".

Du 24 au 30 octobre, la Semaine du désarmement a été célébrée grâce à des réunions débats, cours, etc.

L'UDPP a mis ses moyens de communication à la disposition de Rigoberta Menchual afin d'aider à la célébration de la Décennie internationale des populations autochtones (1994-2004), établie par les Nations Unies.

Activités en 1997

Lors des cours sur les droits de l'homme qu'il dispense toute l'année, l'UDPP utilise actuellement tout le matériel bibliographique qu'il reçoit du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Le 8 mars 1997, un cours intitulé "La contribution des femmes à la paix" a été dispensé à la Cooperativa de Criadores del Cibao, à Moca, afin de célébrer la Journée des Nations pour les droits de la femme et la paix internationale.

Le 24 octobre 1997, il a été tenu une réunion débat sur le programme de télévision "La Prensa Frente al Pueblo" ("La presse s'adresse au peuple"), dont le titre était "Quel est l'avenir des Nations Unies?" et à laquelle ont participé Jose Alberto Cruceta et le Président de l'UDPP. La discussion a fait une analyse de l'avenir des Nations Unies et les conclusions ont été très encourageantes.

Neuf organisations de la municipalité de Moca se sont réunies le 10 décembre 1997 afin de célébrer la Journée des droits de l'homme. Le Président de l'UDPP a été l'un des orateurs de cette manifestation.

Le Président de l'UDPP a assisté au séminaire international "A propos des Nations Unies en Amérique latine et dans les Caraïbes" qui a été tenu les 21 et 22 octobre à la Havane (Cuba), et a été parrainé par l'Association cubaine des Nations Unies et coparrainé par le Système économique latino-américain.

Activités en 1998

Le premier séminaire national contre l'impunité, coparrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a été tenu le 2 août 1998, au campus de l'Université technologique de Santiago, à Moca; y ont participé Guillermo Perez Arguello, Directeur adjoint du PNUD en République dominicaine et Katy Gutierrez, fonctionnaire du PNUD.

Du 5 au 10 juillet, des vidéos sur les droits de l'homme, prêtées par le PNUD et approuvées par Paolo Oberti, Directeur du PNUD en République dominicaine, ont été projetées.

Le dimanche 18 octobre 1998, une réunion débat sur le rôle des Nations Unies dans le règlement des conflits armés a été organisée dans le cadre du programme de télévision "La Prensa Frente el Pueblo". Les invités étaient Carlos A. Perez, Wellington Andrade et George Rodriguez.

Le deuxième concours national sur la littérature pour la paix a été organisé le 10 décembre pour commémorer la Journée des droits de l'homme, décrétée par les Nations Unies.

Le jeudi 10 décembre 1998, un séminaire intitulé "Cinquante ans après la Déclaration des droits de l'homme" a été tenu à l'Université technologique de Santiago afin d'analyser le rôle joué par les Nations Unies dans l'évolution des droits de l'homme au cours de cette période.

Articles publiés dans le journal Paz

Les articles suivants traitant des Nations Unies ont été publiés en 1997 dans le journal Paz qui est un organe de diffusion de l'UDPP.

a) Editorial : "Les Nations Unies face au troisième millénaire" (Paz, No 1, janvier-février 1997, p. 3; traduit en anglais dans le même numéro, p. 29);

b) "Tlatelolco dans les années 90", première partie (Paz, No 1, janvier-février 1997, p. 9; reproduit du journal du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement dans les Caraïbes;

c) Notes sur le Conseil économique et social (Paz, No 1, janvier-février 1998, p.5);

d) Déclaration de principes relatives à la contribution des médias au renforcement de la paix, à la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre, première partie (Paz, No 1, janvier-février 1998, p. 30);

e) Déclaration de principes (Paz, No 2, mars-avril 1998, p. 7);

f) "Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas citoyens du pays où elles vivent" (Paz, No 2, mars-avril 1999, p. 30);

g) "Tlatelolco dans les années 90", deuxième partie (Paz, No 2, mars-avril 1997, p. 3);

h) Lettre de proposition envoyée par l'UDPP au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Paz, No 3, mai-juin 1997, p. 17);

i) "Tlatelolco dans les années 90", troisième partie (Paz, No 3, mai-juin 1997, p. 19);

j) "L'armement, facteur de déstabilisation en Amérique latine", première partie (Paz, No 3, mai-juin 1997, p. 25); reproduit du journal du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement dans les Caraïbes;

k) Résolution 1998/3 de la Commission des droits de l'homme (Paz, No 3, mai-juin 1998, p. 26);

l) "Quelle cour pénale internationale?" (Paz, No 4, juillet-août 1998, p. 3);

m) "L'armement, facteur de déstabilisation en Amérique latine", deuxième partie (Paz, No 4, juillet-août 1997; p. 5);

n) Nouvelles du Centre d'information des Nations Unies pour le Mexique, Cuba et la République dominicaine (Paz, No 5, septembre-octobre 1997, p. 9);

o) Nouvelles du Centre d'information des Nations Unies pour le Mexique, Cuba et la République dominicaine (Paz, No 6, novembre-décembre 1997, p. 16);

p) Editorial : "Cinquante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme" (Paz, No 6, novembre-décembre 1997, p. 2);

Exposition d'affiches

L'UDPP expose dans ses locaux divers types d'affiches relatives aux activités des Nations Unies fournies par le bureau du PNUD à Santo Domingo.

4. FONDATION SOMMET MONDIAL DES FEMMES

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Mission

La Fondation sommet mondial des femmes (FSMF), organisation non gouvernementale internationale humanitaire à but non lucratif est une coalition d'organisations non gouvernementales et de particuliers qui oeuvrent en faveur d'un nouveau paradigme du développement avec et pour les femmes et les enfants. Elle a été créée afin de générer un intérêt accru et un appui urgent pour la réalisation des objectifs de développement des Nations Unies énoncés dans de nombreux sommets et conférences internationaux des Nations Unies.

Depuis 1995, la Fondation a organisé plusieurs campagnes mondiales de sensibilisation qui ont beaucoup accru sa portée géographique, l'intérêt pour ses programmes et sa composition. Vu sa portée mondiale et ses plus grandes responsabilités financières, son financement doit également être accru. En 1997, le Gouvernement helvétique et plusieurs organismes des Nations Unies ont commencé à appuyer financièrement des projets de la FSMF.

Dans le cadre de ses travaux d'autonomisation, la FSMF collabore étroitement, entre autres, avec la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), la Self-Employed Women's Association (SEWA) en Inde, la Fédération des femmes de Chine (qui sont toutes dotées du statut consultatif auprès du Conseil).

Participation aux travaux du Conseil économique et social et aux conférences des Nations Unies

Les membres du Conseil de la FSMF accrédités auprès des Nations Unies, le personnel, les volontaires et le Directeur exécutif participent régulièrement aux conférences des Nations Unies et réunions pertinentes, particulièrement à Genève, où elle a son siège, mais ils participent également à la session annuelle de la Commission de la condition de la femme à New York et à de nombreuses réunions organisées à Genève par la Commission de la condition de la femme. La FSMF a participé aux forums des organisations non gouvernementales et aux conférences des Nations Unies tenus en 1995 (Copenhague et Beijing) et en 1996 (Istanbul et Rome). Lors de ces réunions, la FSMF a collaboré avec d'autres organisations non gouvernementales à la rédaction de documents et a fait des déclarations orales et écrites.

Depuis 1995, la FSMF collabore avec des organes et institutions spécialisées des Nations Unies. Des organismes des Nations Unies tels que le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) font parvenir régulièrement à la FSMF la nomination de femmes ou groupes de femmes ruraux exceptionnels qui oeuvrent à l'amélioration de la qualité de la vie dans les communautés rurales pouvant être considérés pour recevoir le prix annuel pour les femmes rurales "Prize for women's creativity in rural life" (prix à l'intention des femmes rurales novatrices). Les candidates sont toujours exceptionnelles et une fois leur candidature examinée par un jury international (composé de membres du Conseil de

/...

la FSMF), nombre d'entre elles ont été retenues comme lauréates. Chaque année depuis 1995, la FSMF a sélectionné 30 femmes ou plus ou groupes ruraux exceptionnels du monde entier à qui elle décerne le Prix représentant une somme de 500 dollars des Etats-Unis. La FSMF est extrêmement reconnaissante au PNUD, au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et à la Banque mondiale d'avoir parrainé le Prix en 1997 et 1998.

Après le lancement de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995), la FSMF, en collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales internationales, a proposé de faire du 15 octobre de chaque année la Journée mondiale des femmes rurales, afin de créer une synergie avec la Journée mondiale pour l'alimentation célébrée le 16 octobre. En 1996, la FSMF, en association avec la Fédération internationale des producteurs agricoles, a entrepris une campagne de sensibilisation afin d'accroître les connaissances et l'autonomisation des femmes rurales. Depuis, la FSMF est devenu le centre d'information pour la Journée mondiale des femmes rurales. Annuellement, elle informe plus de 18 000 groupes ruraux féminins, organisations féminines, ministères de l'agriculture et les médias internationaux. En 1997 et 1998, plus de 20 000 affiches et matériels pour la campagne reproduits dans six langues ont été envoyés dans le monde entier et l'impact de la Journée est réellement remarquable. Le Président Clinton des Etats-Unis et le Président Ramos des Philippines ont tous deux déclaré une Journée mondiale des femmes rurales dans leurs pays, appuyant en cela le rôle joué par les femmes rurales. D'autres pays (par exemple la Russie et la Zambie) se préparent à proclamer une telle Journée.

Outre les donateurs locaux et le Gouvernement helvétique, plusieurs organismes des Nations Unies parrainent la campagne pour la Journée mondiale des femmes rurales et en 1997 et 1998, la FSMF a reçu un appui financier de l'UNIFEM, du FNUAP, du FIDA, du PAM, de la Banque mondiale et la FAO a fourni un appui en matière de composition graphique.

Autres activités

En 1996, la FSMF a lancé le World Fund for the dignity of children (Fonds mondial pour la dignité des enfants) afin d'aider à mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants et à éduquer pour éliminer de telles pratiques. Depuis 1996, le Fonds a parrainé 11 programmes et projets dans le monde entier traitant de la réinsertion des enfants et de la prévention de l'abus sexuel des enfants. Le Fonds met l'accent sur le droit à la dignité et encourage l'éducation publique et la participation au Fonds grâce à des dépliants et publications relatifs à ce grave problème social. Le Directeur exécutif a participé à la Réunion d'experts de l'UNESCO sur l'abus sexuel des enfants, la pornographie impliquant des enfants et la pédophilie sur Internet et continue d'alerter les médias et le public de ce problème sans cesse croissant. La cotisation annuelle au Fonds est de 100 dollars minimum et tous les bénéficiaires, sans déductions pour frais généraux ou d'administration, vont à des projets de réinsertion des enfants sexuellement exploités et à des orphelins.

En 1997, la FSMF a lancé une campagne pour un sceau de la paix, "My home is a place of peace" (Mon foyer est un lieu de paix) en appui à la mission de l'UNESCO visant à créer des cultures de paix et de non-violence. L'idée du sceau de la paix est diffusée grâce aux publications et communications de la

FSMF et de plus en plus de particuliers, d'organisations, d'écoles et de familles commandent les sceaux pour leur propre utilisation et aux fins de distribution.

En 1997, la FSMF a créé une section arabe qui fournit un réseau/banque de données aux organisations non gouvernementales arabes et sert de centre d'information aux institutions de recherche oeuvrant dans le domaine des droits des femmes et des enfants et du développement en leur fournissant des renseignements sur la condition des femmes et des enfants vivant dans le monde arabe, ainsi qu'un bulletin trimestriel en arabe.

Le Directeur exécutif de la FSMF a préparé une note liminaire sur le lancement de "A serving nation" - c'est-à-dire une nation sans territoire qui se concentrerait sur le rassemblement des efforts des peuples qui sont en faveur de l'application des objectifs de développement des Nations Unies et du respect des droits de l'homme dans le monde entier.

Relations avec la Commission des droits de l'homme

La FSMF entreprend des programmes spéciaux tels que l'Agenda consacré au thème de la paix de 1999, projet en partenariat avec la Natural Original Life Foundation, située en Afrique du Sud, qui a pour but d'atteindre les étudiants et les enseignants afin de faire mieux connaître la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme, le Président de l'Afrique du Sud et le Président de la Suisse ont tous rédigé des introductions publiées dans l'Agenda. Le Directeur exécutif de la FSMF a fourni la plupart du matériel qui figure dans l'Agenda, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme, les travaux de plusieurs organismes des Nations Unies et les 36 lauréates qui ont reçu en 1998 le "Prix à l'intention des femmes rurales novatrices" de la Fondation. L'ordre du jour visait les enfants des écoles rurales et le Président de la Suisse a fait publier 8 000 copies pour distribution gratuite aux écoles rurales d'Afrique du Sud. Au cours de la préparation de ce projet, le Directeur exécutif de FSMF a entretenu d'excellentes relations avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme.

En outre, 2 815 agendas additionnels ont été vendus commercialement au prix de 1 dollar par copie et les fonds ainsi recueillis, soit 2 815 dollars, ont été donnés au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.

La FSMF appuie également les travaux et la vidéo de son Vice-Président, Margaret Fulton "Transforming hierarchical structures and systems" (Transformer les structures et systèmes hiérarchiques). La FSMF remet en question les modèles pyramidaux traditionnels du pouvoir et demande à chacun d'aller au-delà des institutions restrictives et bureaucratiques et du modèle laissant jouer les mécanismes du marché qui dominent notre société matérialiste de consommation. L'utilisation de graphiques animés et de vidéo permet d'envisager d'autres structures qui suggèrent une nouvelle tournure d'esprit qui remplacerait la conquête par la bienveillance, la concurrence par la coopération, l'individualisme par l'interdépendance, l'exploitation des ressources par la conservation des ressources, l'orientation vers les produits par l'orientation vers les services, le matérialisme par l'éveil de la conscience spirituelle.

La Fondation publie un bulletin semestriel en quatre langues, intitulé Global Newsletter, Empowering Women and Children. Ce bulletin contient des rapports sur les travaux entrepris par la FSMF avec les Nations Unies et fournit des informations générales sur les programmes d'autonomisation de la Fondation.

5. INSTITUT MONDIAL DU CHARBON

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

L'Institut mondial du charbon (IMC) est une organisation non gouvernementale sans but lucratif de producteurs de charbon. Ses membres viennent actuellement de six continents et 14 pays. L'IMC est la seule organisation internationale oeuvrant sur une base mondiale en faveur de l'industrie du charbon. Il a pour principaux objectifs :

a) De plaider la cause du charbon dans les débats internationaux sur l'énergie et l'environnement;

b) De faire mieux connaître les avantages et l'importance du charbon en tant que source la plus importante de combustible pour la génération d'électricité;

c) D'assurer les décideurs et l'opinion publique en général que nous sommes pleinement au courant des progrès accomplis dans le domaine des technologies modernes d'utilisation moins polluante du charbon, progrès qui améliorent continuellement l'utilisation efficace du charbon et réduisent énormément son impact sur l'environnement;

d) D'améliorer la compréhension du rôle vital que joue le charbon métallurgique dans la production mondiale d'acier dont dépend toutes l'industrie;

e) De soutenir d'autres secteurs de l'industrie internationale du charbon en soulignant l'importance du charbon et ses avantages en tant que source d'énergie abondante, non polluante, sûre et économique;

f) De vanter les avantages du charbon et réhausser l'image du charbon en tant que combustible non polluant, efficace et indispensable tant à la génération de l'électricité qu'à la production d'acier dans le monde.

Les publications de l'IMC sont distribuées gratuitement; un nombre important de demandes proviennent de pays en développement.

Changements dans les sources de financement

En 1997, les Articles d'association de l'Institut ont été modifiés pour permettre aussi bien aux consommateurs qu'aux producteurs de devenir membres. L'IMC représente donc dorénavant les deux principaux éléments de l'industrie du charbon dans les débats internationaux affectant l'accès au marché et l'utilisation finale du charbon dans le monde entier. Cela représente un important changement d'intérêt et d'orientation qui permet de mieux rapprocher nos membres de nos activités, qui sont souvent dominées par des questions relatives à l'utilisation finale, telles que les techniques moins polluantes d'utilisation du charbon, l'efficacité de combustion et l'environnement, particulièrement la politique relative à l'évolution du climat international.

Coopération avec les programmes ou organismes des Nations Unies

L'IMC a coopéré avec la Commission économique pour l'Europe, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Secrétariat des Nations Unies (et le Conseil mondial de l'énergie) et World Energy Assessment.

Ateliers organisés et coparrainés dans les pays en développement

- Janvier 1995 : Charbon pour l'électricité, Thaïlande
- Juin 1995 : Extraction du charbon en Indonésie et génération d'électricité à partir du charbon et l'environnement, Indonésie
- Juin 1996 : L'avenir du charbon en Inde jusqu'en 2010, Inde
- Août 1996 : Comment assurer au marché de l'électricité des Philippines en accroissement, un approvisionnement en charbon efficace à long terme, Philippines
- Décembre 1996 : Amélioration de l'efficacité énergétique en Chine : mesures de politique générale, utilisation d'un financement et de techniques novateurs. Atelier coparrainé par l'International Energy Agency (IEA), Chine
- Septembre 1997 : El Desarrollo Carbonifero del Zulia y el Medio Ambiente, Venezuela
- Avril 1999 : Utilisation du charbon et gestion de l'environnement dans la région de l'Asie, Thaïlande (Atelier conjoint IMC/Gouvernement australien)
- Mai 1999 : Utilisation du charbon et gestion de l'environnement dans la région de l'Asie, Malaisie (Atelier conjoint IMC/Gouvernement australien)

Participation aux sessions d'organismes des Nations Unies

- 4-16 février 1995 : Comité intergouvernemental de négociation 11, New York
- 23-24 février 1995 : Réunion du Conseil consultatif international du PNUE en vue de fournir des conseils sur l'élaboration d'une pochette de formation aux systèmes de gestion de l'environnement, PNUE/CCI/Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC), Paris
- 28 mars-
7 avril 1995 : Comité intergouvernemental de négociation, en vue de la Conférence des Parties, Berlin
- 22-25 mai 1995 : Cinquième session de la Réunion d'experts de la CEE sur le commerce, les statistiques et le transport du charbon, Varna (Bulgarie)

- 5-7 juin 1995 : Réunion consultative du PNUE avec les Associations de l'industrie et du commerce, Paris
- 21-25 août 1995 : Ad Hoc Group on Berlin Mandate (Groupe spécial sur le mande de Berlin (AGBM), première session, Genève
- 30 octobre-
3 novembre 1995 : AGBM, deuxième session, Genève
- Décembre 1995 : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, différentes sessions des trois groupes de travail et onzième session plénière, Rome
- 27 février-
4 mars 1996 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, deuxième session des organes subsidiaires, atelier AGBM ONG, Genève
- 19-23 mai 1996 : Réunion d'experts de la CEE sur le commerce, les statistiques et le transport du charbon, Constanta (Roumanie)
- 3-4 juin 1996 : Réunion consultative du PNUE avec les Associations l'industrie et du commerce, Paris
- 8-19 juillet 1996 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, deuxième Conférence des Parties, Genève
- 23-26 septembre 1996 : Quatrième séminaire de haut niveau du PNUE sur une production moins polluante, Oxford (Royaume-Uni)
- 28-30 octobre 1996 : Atelier de la CEE sur la sécurité dans les mines de charbon, Calimanesti (Roumanie)
- 4-6 novembre 1996 : Sixième session du Groupe de travail de la CEE chargé du charbon
- 3-7 mars 1997 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, AGBM, Bonn
- 10-11 juillet 1997 : Réunion d'experts de la CEE sur les techniques de production moins polluantes, Réunion d'experts sur la génération d'électricité et l'environnement, Genève
- 31 juillet-
7 août 1997 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, AGBM, Bonn
- 22-31 octobre 1997 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, AGBM, Bonn
- 4 novembre 1997 : Septième session du Groupe de travail de la CEE chargé du charbon, Genève

- 5 novembre 1997 : Septième session du Comité de la CEE sur l'énergie durable, table ronde de haut niveau, Genève
- 1-10 décembre 1997 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, troisième Conférence des Parties, Kyoto
- 25-27 mai 1998 : Séminaire de la CEE sur la restructuration de l'industrie du charbon et le secteur de la production d'électricité thermique par le charbon, Varna (Bulgarie)
- 2-12 juin 1998 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Conférence des organes subsidiaires, Bonn
- 5-6 octobre 1998 : Groupe d'experts spécial de la CEE sur le charbon et l'électricité thermique, première session, Genève
- 7 octobre 1998 : Comité de la CEE pour un développement durable, huitième session, table ronde de haut niveau, Kyoto
- 6-8 octobre 1998 : Comité de la CEE sur l'énergie durable, huitième session, Genève
- 15-16 octobre 1998 : Réunion consultative du PNUE avec les Associations de l'industrie, Paris
- 2-13 novembre 1998 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, quatrième Conférence des Parties, Buenos Aires
- 31 mai-
11 juin 1999 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dixième session des organes subsidiaires, Bonn
- 12-13 juillet 1999 : Réunion de Groupe consultatif sur l'évaluation du secteur énergétique mondial du PNUD, Genève

6. ALLIANCE MONDIALE DES UNIONS CHRETIENNES FEMININES

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

L'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (YWCA) réunit des associations qui travaillent conformément à ses objectifs et principes et remplissent les conditions d'affiliation; elle a pour objectif de les coordonner en un mouvement mondial; elle agit en leur nom dans des domaines où elle y est autorisée. Elle fournit un moyen d'échanger des ressources et des expériences. Elle aide ses associations membres à développer leurs fonctions de direction et à élaborer leurs programmes; elle étudie de nouvelles questions; et encourage les activités visant à répondre aux besoins. Elle oeuvre en faveur de la compréhension, de conditions sociales et économiques améliorées et des droits de l'homme fondamentaux pour tous les peuples; et agit en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) dans des domaines d'intérêt commun.

La World YWCA a fait plusieurs déclarations lors de réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires.

Participation aux conférences et réunions des Nations Unies

Par l'intermédiaire de son large réseau dans 85 pays du monde, l'Alliance s'efforce de participer aux réunions et conférences des Nations Unies relevant de sa compétence. En outre, la World YWCA est représentée à Genève, New York, Paris et Nairobi par des équipes de volontaires dévoués.

Coopération avec les programmes et organes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées

La World YWCA est fréquemment invitée à envoyer des représentants aux manifestations des Nations Unies. Sa participation peut être décrite comme suit :

a) Membre du Groupe d'appui technique de l'UNICEF axé sur la santé et le développement des jeunes; membre du Comité directeur sur la jeunesse des ONG qui a organisé la Consultation sur la jeunesse au Caire, pendant la Conférence internationale sur la population et le développement, en 1994; membre du Conseil du Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine. La World YWCA coopère avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et assiste à toutes ses réunions;

b) Fait fonction de secrétariat du Groupe de travail des ONG sur la question de Palestine et organise des réunions du Groupe au moins deux fois par an;

c) En 1995 et 1996, elle a envoyé, en Palestine, une équipe d'établissement des faits afin d'évaluer la situation et de suivre l'évolution du processus de paix;

d) A fait une déclaration au cours d'une manifestation d'une journée sur la "fillette", organisée par l'UNICEF lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

e) A envoyé trois participants à la Journée de la jeunesse, célébrée au cours de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

f) A répondu à la demande formulée par le Fonds des Nations Unies pour la population d'envoyer des essais pour l'International Youth Essay Competition sur "La promotion de la santé en matière de procréation : le point de vue des jeunes";

Au nom de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et le FNUAP, elle a distribué le formulaire consacré à la liste de consultants dans le domaine de la santé des adolescents à toutes ses associations membres et a reçu plusieurs réponses. L'OMS a l'intention d'avoir recours à ces consultants dans différentes régions afin de mener à bien des tâches de courte durée sur le terrain.

Mesures prises en vue de l'application des résolutions des Nations Unies

Cette tâche est accomplie principalement en diffusant l'information par l'intermédiaire de ses publications, par exemple Common Concern (publication trimestrielle) et Advocacy Briefing Notes (publication mensuelle). Ces publications contiennent des informations mises à jour sur les conférences, particulièrement sur leur incidence sur la condition de la femme aux niveaux local et national. Des bulletins Action Alerts sont publiés, le cas échéant, afin de mobiliser l'ensemble du mouvement.

A la suite de la Conférence de Beijing, le numéro de décembre 1995 de Common Concern contenait un guide fondé sur le Programme d'action aux fins d'activités de plaidoyer au sein des associations de la YWCA. En encourageant la participation aux conférences des Nations Unies par les femmes de l'Alliance, la World YWCA s'efforce de leur permettre d'apprendre comment les décisions internationales sont prises et comment les ONG peuvent influencer ces décisions grâce à des activités de pression et en adoptant des stratégies en faveur du changement.

Consultations et coopération avec de hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

La World YWCA demeure en contact étroit avec les secrétariats de Genève, New York et Paris grâce à ses représentants chargés de questions d'intérêt commun telles que les droits de l'homme, la condition de la femme, la jeunesse, l'environnement et autres questions touchant le bien-être des femmes et des filles.

Réponses écrites aux enquêtes menées par le système des Nations Unies

Organisation mondiale de la santé (OMS) "Progress in Human Reproduction Research" (Progrès accomplis dans le domaine de la recherche en matière de procréation humaine), 1996; Organisation mondiale du Travail (OIT) "Special List of NGOs - 1997 Review" (Liste spéciale des ONG - Examen de 1997); Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies pour l'Annuaire des ONG; Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés "Violence Against Women Migrant Workers" (Violence contre les travailleuses migrantes), 1997; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) "Evaluation of

Collective Consultation of Youth Organisations" (Evaluation de la Consultation collective des organisations de jeunesse), 1996; Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) "Implementation of the NGO/UNICEF Partnership Project" (Mise en oeuvre du projet de partenariat ONG/UNICEF), 1997; Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés "New NGO Database" (Nouvelle de base de données des ONG).

Préparation de documents sur demande du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La World YWCA a été invitée à participer à un groupe de travail pour la cinquième conférence annuelle du Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, tenue le 10 septembre 1997, à Genève. Elle a soumis un document intitulé "Women's Participation or Lack of in the International Arena". Lors de la commémoration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, tenue à Genève, elle a également soumis un document au nom du Comité international de coordination des ONG sur la question de Palestine.
